

**TRIBUNAL ADMINISTRATIF  
DE MONTPELLIER**

**N° 1904843**

**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE**

Mme I

**AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS**

Mme Lesimple  
Magistrat désigné

Le magistrat désigné,

Audience du 17 septembre 2019  
Lecture du 18 septembre 2019

335-03

D

Vu la procédure suivante :

Par une requête et un mémoire complémentaire enregistrés le 14 septembre 2019 à 10h13 et le 17 septembre 2019, Mme représentée par Me Coupard, demande au tribunal :

- 1°) de l'admettre provisoirement au bénéfice de l'aide juridictionnelle ;
- 2°) l'annulation de l'arrêté du 13 août 2019 par lequel le préfet de la région Occitanie, préfet de la Haute Garonne a prononcé son transfert aux autorités espagnoles, responsables de l'examen de sa demande d'asile ;
- 3°) l'annulation de l'arrêté du 12 septembre 2019 portant placement en rétention administrative ;
- 4°) d'enjoindre au préfet de la placer dans le cadre de la procédure normale de demande d'asile et, dans l'attente, de lui remettre une autorisation provisoire de séjour ;
- 5°) de mettre à la charge de l'Etat une somme de 1 500 euros à verser à son conseil sur le fondement des dispositions des articles 37 et 75 de la loi du 10 juillet 1991.

Elle soutient que :

Sur la décision portant transfert aux autorités espagnoles :

- elle est signée par une autorité incompétente faute de délégation régulièrement publiée ;
- l'arrêté est insuffisamment motivé ;
- le préfet n'a pas examiné sérieusement et complètement sa situation, s'agissant notamment de son état de santé ;
- la décision est entachée d'une erreur manifeste d'appréciation au regard des dispositions de l'article 17 du règlement n° 604/2013/CE en raison de sa vulnérabilité ;
- le préfet a méconnu les dispositions de l'article 4 de la charte des droits fondamentaux de l'Union européenne et de l'article 3 de la convention européenne de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales.

Sur la décision portant assignation à résidence :

- la décision a été signée par une autorité incompétente faute de délégation régulièrement publiée ;
- elle est insuffisamment motivée ;
- elle est irrégulière du fait de l'irrégularité de la décision portant transfert aux autorités espagnoles ;
- le préfet a commis une erreur manifeste d'appréciation au regard des dispositions de l'article L. 561-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ;
- l'obligation de pointage à laquelle elle est soumise est disproportionnée.

Par un mémoire en défense, enregistré le 17 septembre 2019, le préfet de la région Occitanie, préfet de la Haute Garonne conclut au rejet de la requête.

Il soutient que les moyens soulevés par Mme                    ne sont pas fondés.

Vu :

- l'arrêté attaqué ;
- les autres pièces du dossier.

Vu :

- la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales ;
- la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne ;
- le règlement (UE) n° 604/2013 du parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 ;
- la directive 2013/33/UE du parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 ;
- le code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ;
- le code des relations entre le public et l'administration ;
- la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 ;
- le code de justice administrative.

La présidente du tribunal a désigné Madame Lesimple pour statuer sur les requêtes relevant de la procédure prévue à l'article L. 742-4 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile.

Les parties ont été régulièrement averties du jour de l'audience.

Ont été entendus au cours de l'audience publique :

- le rapport de Madame Lesimple, magistrat désigné ;
- les observations de Me Coupard, représentant Mme [REDACTED], précisant la gravité de l'état de santé de Mme [REDACTED] et insistant sur la nécessité d'un suivi en France.
- et les observations de Mme [REDACTED] qui fait valoir l'inadéquation du suivi en Espagne.

1. Par un arrêté du 13 août 2019, notifié le 12 septembre 2019, le préfet de la région Occitanie, préfet de la Haute Garonne a prononcé la remise aux autorités espagnoles de Mme [REDACTED], de nationalité guinéenne. Par un arrêté du 12 septembre 2019 il a assigné cette dernière à résidence. Par la présente requête, Mme [REDACTED] demande l'annulation de ces deux arrêtés.

Sur l'admission à l'aide juridictionnelle provisoire :

2. Aux termes de l'article 20 de la loi du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique : *« Dans les cas d'urgence (...), l'admission provisoire à l'aide juridictionnelle peut être prononcée soit par le président du bureau ou de la section compétente du bureau d'aide juridictionnelle, soit par la juridiction compétente ou son président / (...) ».*

3. En raison de l'urgence, il y a lieu d'admettre, à titre provisoire, Mme [REDACTED] au bénéfice de l'aide juridictionnelle.

Sur les conclusions à fin d'annulation :

4. Aux termes de l'article 17 du règlement (UE) n° 604/2013 : *« 1. Par dérogation à l'article 3, paragraphe 1, chaque État membre peut décider d'examiner une demande de protection internationale qui lui est présentée par un ressortissant de pays tiers ou un apatride, même si cet examen ne lui incombe pas en vertu des critères fixés dans le présent règlement ».* Dans son arrêt C-578/16 PPU du 16 février 2017, la Cour de justice de l'Union européenne a interprété le paragraphe 1 de cet article à la lumière de l'article 4 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, aux termes duquel *« Nul ne peut être soumis à la torture, ni à des peines ou traitements inhumains ou dégradants »* dans le sens que, lorsque le transfert d'un demandeur d'asile présentant une affection mentale ou physique particulièrement grave entraînerait le risque réel et avéré d'une détérioration significative et irréversible de son état de santé, ce transfert constituerait un traitement inhumain et dégradant, au sens de cet article. La Cour en a déduit que les autorités de l'État membre concerné, y compris ses juridictions, doivent vérifier auprès de l'État membre responsable que les soins indispensables seront disponibles à l'arrivée et que le transfert n'entraînera pas, par lui-même, de risque réel d'une aggravation significative et irréversible de son état de santé, précisant que, le cas échéant, s'il s'apercevait que l'état de santé du demandeur d'asile concerné ne devait pas s'améliorer à court terme, ou que la suspension pendant une longue durée de la procédure risquait d'aggraver l'état de l'intéressé, l'État membre requérant pourrait choisir d'examiner lui-même la demande de celui-ci en faisant usage de la "clause discrétionnaire" prévue à l'article 17, paragraphe 1, du règlement Dublin III.

5. Il n'est pas contesté que Mme [REDACTED] a subi des mutilations et violences, tant physiques que psychiques, étant précisé que la décision en litige vise la production, par l'intéressée, d'un certificat d'excision. Il ressort des pièces du dossier que Mme [REDACTED]

bénéficie actuellement d'un suivi médical puisqu'elle produit un certificat médical faisant état d'une première intervention de chirurgie gynécologique en juillet 2019, et évoquant une seconde intervention à venir. Il est précisé lors de l'audience que cette seconde intervention n'est pas encore intervenue mais qu'un suivi est mené. Mme [redacted] produit également un certificat attestant de ce qu'elle est atteinte d'une affection de longue durée, conformément aux déclarations faites lors de son entretien individuel dans le cadre du dépôt de sa demande d'asile. Par ailleurs, deux psychologues cliniciennes ont également attesté de la nécessité d'un suivi psychologique régulier étant donné la gravité des troubles de Mme [redacted] et son état de vulnérabilité. La requérante, qui a pu bénéficier de plusieurs entretiens, fait état des démarches effectuées en ce sens, antérieurement à la date de la décision attaquée.

6. Mme [redacted] déclare être entrée sur le territoire national le 1<sup>er</sup> mars 2019 et il est constant que la prise en charge médicale et psychologique dont elle bénéficie est très récente. Par ailleurs, il n'est pas exclu que Mme [redacted] puisse bénéficier de soins, médicaux et psychologiques en Espagne. La requérante insiste toutefois sur le fait qu'elle est francophone et qu'elle ne comprend ni ne parle l'espagnol. Si le préfet soutient que le fait d'être francophone n'est pas une condition pour l'application des dispositions de l'article 17 du règlement (UE) n° 604/2013, la faculté de comprendre et de s'exprimer en français est indéniablement de nature à faciliter la possibilité pour Mme [redacted] de profiter, rapidement, d'un suivi psychologique adapté et efficace, alors que la nécessité de ce suivi n'est pas contestée. Alors que Mme [redacted] a déjà effectué des démarches lui permettant d'être actuellement accompagnée sur le plan psychologique et qu'elle est susceptible de subir prochainement une opération chirurgicale, en complément d'une précédente intervention survenue quelques mois auparavant en France, le préfet a, dans les circonstances particulières de l'espèce, commis une erreur manifeste d'appréciation en ne faisant pas usage de la clause dérogatoire prévue par l'article 17 du règlement n° 604/2013 (UE).

7. Il résulte de ce qui précède, sans qu'il soit besoin d'examiner les autres moyens soulevés, que Mme [redacted] est fondée à demander l'annulation de la décision de transfert aux autorités espagnoles. Par voie de conséquence, il y a également lieu d'annuler la décision d'assignation à résidence du 12 septembre 2019, prise en vue d'assurer le dit transfert.

#### Sur les conclusions à fin d'injonction :

8. Le présent jugement, implique qu'il soit enjoint au préfet de la région Occitanie, préfet de la Haute Garonne d'enregistrer la demande d'asile de Mme [redacted] en procédure normale et de lui délivrer l'attestation de demandeur d'asile afférente, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du présent jugement.

#### Sur les frais du litige :

9. Sur le fondement des dispositions combinées de l'article L. 761-1 du code de justice administrative et de l'article 37 de la loi du 10 juillet 1991, il y a lieu, dans les circonstances de l'espèce, de mettre à la charge de l'Etat une somme de 1 500 euros à verser à Me Coupard, avocat de Mme [redacted], sous réserve que Me Coupard renonce à percevoir la somme correspondant à la part contributive de l'Etat.

## D E C I D E

Article 1 : Mme                    est admise provisoirement à l'aide juridictionnelle.

Article 2 : La décision du préfet de la région Occitanie, préfet de la Haute Garonne, du 13 août 2019, portant transfert de Mme                    aux autorités espagnoles, ainsi que celle du 12 septembre 2019, portant assignation à résidence de Mme                   , sont annulées.


Article 3 : Il est enjoint au préfet de la région Occitanie, préfet de la Haute Garonne d'enregistrer, selon la procédure normale, la demande d'asile de Mme                    et de lui délivrer l'attestation y afférente dans un délai de quinze jours à compter de la notification du présent jugement.

Article 4 : Sous réserve que Me Coupard renonce à percevoir la somme correspondant à la part contributive de l'Etat, ce dernier versera à Me Coupard, avocat de Mme Barry, une somme de 1 500 euros en application des dispositions du deuxième alinéa de l'article 37 de la loi du 10 juillet 1991.

Article 5 : Le présent jugement sera notifié à Mme                    au préfet de la région Occitanie, préfet de la Haute Garonne et à Me Coupard.

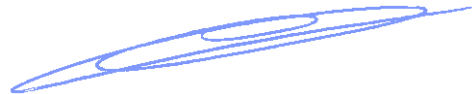
Lu en audience publique le 18 septembre 2019.

Le magistrat désigné,



A. LESIMPLE

Le greffier,



D. MARTINIER

La République mande et ordonne au préfet de la région Occitanie, préfet de la Haute Garonne, en ce qui le concerne ou à tous huissiers de justice à ce requis en ce qui concerne les voies de droit commun, contre les parties privées, de pourvoir à l'exécution de la présente décision.

Pour expédition conforme,  
Montpellier le 18 septembre 2019,  
Le greffier,



D. MARTINIER